

celui des marchandises en tant que base d'une économie saine et en croissance. Les transferts de technologie, la propriété intellectuelle, l'investissement -- voilà les nouvelles questions du commerce international qui font l'objet de discussions aux Négociations commerciales multilatérales (NCM) à Genève.

Le défi de l'avenir nous oblige à entrer de plein fouet dans l'ère de l'information et à nous y adapter. Nous sommes témoins d'une convergence grandissante des problèmes nationaux et internationaux, qui nous forcera à modifier substantiellement la façon dont nous négocions nos règles en matière de commerce et d'investissement.

Nous devons aussi tenir compte des développements politiques et autres qui affectent les principaux débouchés de nos produits et de nos services.

La formation d'un marché unique dans les 12 pays de la Communauté européenne offre à la fois de nouveaux défis et de nouvelles possibilités. Ce marché de 360 millions de consommateurs a remplacé les États-Unis comme principale source d'investissement direct dans le monde.

Les économies de marché qui se font jour en Europe centrale et en Europe de l'Est présentent également des obstacles et des possibilités sur les plans du commerce et de l'investissement.

Un grand nombre de pays dont la croissance est la plus rapide au monde se retrouvent en Asie, et nos échanges avec eux sont déjà importants. Nous prévoyons qu'à la fin du siècle notre commerce avec le Japon et les « quatre dragons » vaudra 50 milliards de dollars. Dix de nos 25 principaux marchés d'exportation sont maintenant des économies de la région Asie-Pacifique.

Il y a huit ans et demi, lorsque mon gouvernement a été porté au pouvoir, nous avons reconnu que le monde changeait. Nous avons reconnu que la marche vers une économie plus intégrée, plus mondiale, s'accélérait et que le Canada devait se mettre au diapason. C'est pourquoi nous avons établi et mis en oeuvre un plan d'action global.

Grâce à la privatisation, à la déréglementation, à une réforme fiscale et au contrôle des finances nationales, et grâce également à une politique commerciale ouverte sur l'extérieur et ayant comme bases l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et maintenant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), nous avons mis en place une solide structure qui nous permettra de bâtir l'avenir économique du Canada. Nous prenons en outre des mesures pour éliminer les barrières commerciales sur notre propre marché interne, afin